

N° 5489⁶**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI**sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:**

- de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
 - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
 - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger:
- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(7.3.2006)

La Commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président; M. Lucien THIEL, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Ben FAYOT, Gast GIBERYEN, Charles GOERENS, Norbert HAÜPERT, Claude MEISCH, Mme Lydia MUTSCH, MM. Roger NEGRI et Michel WOLTER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 7 juillet 2005 par Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget. Il a été avisé

- le 28 septembre 2005 par la Chambre des Métiers,
- le 30 septembre 2005 par la Chambre de Travail,
- le 11 octobre 2005 par la Chambre des Employés privés,
- le 7 novembre 2005 par la Chambre d'Agriculture et
- le 16 décembre 2005 par la Chambre de Commerce.

Le Conseil d'Etat a, quant à lui, rendu son avis le 14 février 2006.

Lors de sa réunion du 22 février 2006, la Commission des Finances et du Budget a désigné M. Lucien THIEL comme rapporteur et examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

Le projet de rapport a été analysé et adopté au cours de la réunion du 7 mars 2006.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière d'assurances introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS¹. A cet effet sont modifiées:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et
- la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois, aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger.

Il s'agit plus particulièrement d'introduire dans la législation nationale les mesures suivantes prévues par le dispositif de réglementation communautaire:

- Règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (*Règlement IAS*), en particulier les articles 5 et 9;
- Directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/647/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance (*Directive Modernisation des directives comptables*).

Par ailleurs, le présent projet de loi complète d'ores et déjà les informations à publier dans l'annexe des comptes publiés des entreprises d'assurance en transposant anticipativement l'article 50 de la proposition de directive concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE et 83/349/CEE, proposition sur laquelle un accord politique est intervenu au Conseil en date du 11 octobre 2005.

A cet ensemble s'ajoute la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers (*Directive Juste Valeur*). Même si cette directive ne concerne pas directement les entreprises d'assurances et de réassurances, l'article 4 de la Directive Modernisation des directives comptables rend applicable aux comptes des entreprises d'assurances et de réassurances les modifications introduites par la Directive Juste Valeur.²

Ainsi, le présent projet de loi vise à actualiser la loi sur les comptes des établissements d'assurance et de réassurance en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS.

*

3. LA LEGISLATION EUROPEENNE

Les normes comptables internationales IAS ont été introduites dans l'Union européenne par plusieurs dispositions.

3.1. Le règlement IAS

Les deux principaux objectifs du règlement IAS sont:

- l'adaptation et l'application des IAS dans l'Union européenne, dans le but d'harmoniser l'information financière consolidée présentée par les sociétés cotées de droit communautaire afin de garantir

¹ Les normes comptables internationales sont appelées „International Accounting Standards“ („IAS“) suivant la dénomination des normes comptables internationales adoptées par l'„International Accounting Standards Committee“ („IASC“) ou „International Financial Reporting Standards“ („IFRS“) suivant la dénomination des nouvelles normes comptables internationales adoptées par l'„International Accounting Standards Board“ („IASB“), l'institut successeur de l'„IASC“ depuis le 1er avril 2001. Pour des raisons de lisibilité et d'historique, il est référé dans le texte qui suit uniquement au terme „IAS“ englobant par là à la fois les normes IAS et les normes IFRS.

² La transposition de la Directive Juste Valeur a fait l'objet du projet de loi 5429 qui a été voté en plénière en date du 16 février 2006.

un degré élevé de transparence et de comparabilité des états financiers et, partant, un fonctionnement efficace du marché communautaire des capitaux et du marché intérieur;

- l’extension de l’harmonisation de cette information financière aux comptes consolidés des sociétés non cotées ainsi qu’aux comptes individuels grâce à des options offertes aux Etats membres.

Ainsi, le règlement IAS comporte plusieurs dispositions: d’une part une obligation, qui ne concerne que les sociétés cotées et leurs comptes consolidés, d’autre part les options laissées aux Etats membres qui concernent les sociétés cotées, les sociétés non cotées ainsi que les comptes consolidés et les comptes individuels.

3.1.1 L’application directe du règlement IAS

Le règlement IAS impose directement aux sociétés de droit communautaire dont les titres (actions ou obligations) sont négociés sur un marché réglementé de l’Union européenne de publier des comptes consolidés conformes aux IAS à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2005 (régime obligatoire du règlement IAS: article 4).

Comme il s’agit d’un règlement, l’obligation en question est d’application directe, sans que les Etats membres aient à la transposer dans leur droit national.

3.1.2 Les options laissées aux Etats membres par le règlement IAS

Le règlement IAS offre aux Etats membres trois options:

- la première concerne certaines sociétés cotées, à savoir celles dont uniquement les obligations sont négociées sur un marché réglementé de l’Union Européenne, ou celles dont les titres sont admis à la vente directe au public dans un pays tiers et qui utilisent à cet effet des normes acceptées sur le plan international depuis un exercice ayant commencé avant la publication du règlement IAS au Journal officiel des Communautés européennes intervenue le 11 septembre 2002 (dispositions transitoires du règlement IAS, article 9); ces sociétés peuvent différer l’obligation de publier des comptes consolidés conformes aux IAS à 2007;
- la deuxième option concerne les sociétés non cotées et porte sur l’interdiction, la possibilité ou l’obligation de publier, comme les sociétés cotées, des comptes consolidés conformes aux IAS, dès 2005 (régime optionnel du règlement IAS, article 5);
- la troisième option concerne toutes les sociétés et laisse également le choix entre l’interdiction, la possibilité ou l’obligation de publier des comptes individuels conformes aux IAS, dès 2005 (régime optionnel du règlement IAS, article 5).

Le règlement IAS laisse à chaque Etat membre le soin de retenir une ou plusieurs de ces options. Chaque Etat membre doit transposer les options décidées dans son droit national pour qu’elles soient applicables.

3.2. La modernisation des directives comptables européennes

La modernisation des directives comptables s’est avérée nécessaire du fait que d’une part, les directives comptables n’avaient pas été modifiées, quant au fond, depuis leur adoption, alors que les concepts comptables et les pratiques admises ont considérablement évolué et, que d’autre part, les dispositions actuelles ne permettent pas, dans certains domaines, d’appliquer des règles cohérentes avec les principes des IAS.

Les objectifs visés par la modernisation des directives comptables sont les suivants:

- pour les sociétés cotées (soumises au règlement IAS): supprimer toute discordance entre les directives comptables et les IAS;
- pour les sociétés non cotées (pour lesquelles l’application des IAS sera possible sur option des Etats membres): faire en sorte que les options comptables actuellement offertes par les IAS soient également applicables par les entreprises européennes qui conserveront les directives comme législation comptable de base;
- sur un plan général: actualiser les directives en fonction des pratiques comptables modernes tout en veillant à leur flexibilité afin de pouvoir intégrer les changements à venir, notamment en ce qui concerne les IAS.

3.2.1 La directive Juste Valeur (fair value)

La directive Juste Valeur prévoit des modifications sur les règles d'évaluation, en introduisant notamment la juste valeur pour l'évaluation des instruments financiers pour lesquels l'évaluation au coût historique était jusqu'à présent imposée par les directives comptables (IAS 39).

3.2.2 La directive Modernisation des directives comptables

La directive Modernisation des directives comptables a plus particulièrement apporté les modifications suivantes:

- la possibilité d'adapter le format de présentation du bilan et du compte de résultat aux IAS, afin de les rendre conformes aux IAS;
- la possibilité de présenter des états financiers supplémentaires dans les comptes annuels et consolidés, par exemple, un tableau des flux financiers ou un état des variations des capitaux propres, tels que prévus par la norme IAS 1;
- la possibilité de réévaluer toutes les immobilisations, y compris les immobilisations incorporelles (IAS 38);
- la possibilité d'évaluer les instruments financiers à la juste valeur, les variations de valeur pouvant être inscrites au compte de résultat ou directement dans une réserve de réévaluation figurant parmi les capitaux propres (IAS 39);
- la possibilité d'évaluer certains actifs autres que les instruments financiers par référence à la juste valeur, par exemple, les immeubles (IAS 40);
- une adaptation des règles de constitution des provisions pour risques et charges (IAS 37), tout en maintenant la possibilité de tenir compte de tous les risques prévisibles et pertes éventuelles;
- l'obligation de consolider des filiales ayant des activités dissemblables de celles des autres entités du groupe (IAS 27);
- la possibilité de supprimer la condition de détention d'une participation dans le capital d'une société pour la consolider en tant que filiale, modification visant à permettre la consolidation de toutes les entités ad hoc („special purpose entities“) contrôlées par le groupe (IAS 27/SIC-12);
- l'introduction de nouvelles dispositions quant au contenu du rapport de gestion ainsi que du rapport du contrôleur légal des comptes.

*

4. LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE PRESENT PROJET DE LOI A LA LEGISLATION NATIONALE

Le projet de loi apporte à la loi sur les comptes à publier par les établissements d'assurances et de réassurances un certain nombre de modifications, qui sont décrites ci-dessous.

4.1. La transposition du règlement IAS

4.1.1 La transposition du régime optionnel prévu par le règlement IAS

Le projet de loi transpose toutes les options prévues à l'article 5 du règlement IAS. Ainsi, il est permis aux entreprises d'assurances et de réassurances de publier leurs comptes consolidés conformes aux IAS.

Contrairement à la loi pour les établissements de crédit, le présent projet de loi n'entend pas donner aux entreprises d'assurances la faculté de ne produire qu'un seul jeu de comptes et de faire, dès l'introduction de la nouvelle réglementation, du référentiel IAS leur référentiel de base.

La Commission des Finances et du Budget approuve cette décision du Gouvernement, car des normes IAS pour l'évaluation des provisions techniques des entreprises d'assurances font défaut. Or, les provisions constituent normalement la plus grande partie du passif du bilan de ces entreprises.

S'y ajoute qu'à des fins de contrôle et de surveillance par le Commissariat aux assurances, le jeu actuel de comptes conformes aux règles de présentation de la loi sur les comptes annuels des entreprises

d'assurances et des règles d'évaluation basées sur le prix d'acquisition ou le coût de revient s'impose, car une présentation suivant les règles IAS est difficilement utilisable à des fins de surveillance.

4.1.2 La transposition des dispositions transitoires prévues par le règlement IAS

Le projet de loi transpose toutes les dispositions transitoires prévues aux points (a) et (b) de l'article 9 du règlement IAS dans la loi sur les comptes des entreprises d'assurances, permettant aux compagnies concernées, notamment à celles dont seules les obligations sont cotées, de différer jusqu'à 2007 l'obligation de publier des comptes consolidés conformes aux IAS.

Le projet de loi entend ainsi laisser aux entreprises concernées plus de temps pour assurer une transition sans heurts vers le référentiel IAS. Néanmoins, les firmes en question peuvent publier, sur une base volontaire, des comptes consolidés conformes aux IAS avant la fin de la période transitoire.

La Commission des Finances et du Budget considère que l'approche adoptée est utile et logique dans le cadre du choix flexible retenu pour la transposition du régime optionnel.

4.2. La transposition de la Directive Modernisation des directives comptables

En introduisant des dispositions IAS sous forme optionnelle, le législateur permet aux entreprises d'assurances de recourir à l'une ou l'autre disposition – par exemple: l'évaluation à la juste valeur du portefeuille de placement conformément à la norme IAS 39 –, voire à toutes les dispositions prévues par les IAS, tant pour publier les comptes consolidés que pour publier les comptes individuels. Le projet de loi entend ainsi laisser aux entreprises d'assurances la faculté de migrer vers le référentiel IAS par étapes successives.

Toutefois, les auteurs du projet de loi insistent à ne pas dispenser les entreprises d'assurances d'établir un jeu de comptes conformes aux normes comptables actuelles de la législation nationale, ceci afin d'assurer la comparabilité de l'information comptable et de garantir un „level playing field“ aux compagnies d'assurances. La Commission des Finances et du Budget se rallie à cette disposition.

4.3. Autres modifications

Le projet de loi transpose, en outre, dans la loi sur les comptes des entreprises d'assurances les dispositions communautaires suivantes qui constituent une mise à jour de certaines dispositions existantes, à savoir

- en application de la directive Modernisation des directives comptables: les dispositions relatives au contenu du rapport de gestion et celles relatives au rapport du contrôleur légal des comptes;
- par anticipation de l'entrée en vigueur de la directive sur le contrôle légal des comptes: la publication d'informations sur les honoraires des contrôleurs légaux des comptes.

La Commission des Finances et du Budget considère que le fait d'anticiper la mise en vigueur d'une directive évitera au législateur de devoir amender la loi luxembourgeoise rapidement par la suite.

4.4. La publication légale des comptes

Seules les entreprises d'assurances dont les titres (actions ou obligations) sont cotés en bourse sont obligées de publier leurs comptes consolidés sous le référentiel IAS, en application du régime obligatoire du règlement IAS. Actuellement aucune entreprise d'assurances ou de réassurances luxembourgeoise ne répond à ce critère et ne rentre donc dans le champ d'application obligatoire du référentiel IAS.

Les compagnies autres que celles visées par le régime obligatoire du règlement IAS peuvent publier leurs comptes consolidés, respectivement leurs comptes annuels, sous l'un des trois régimes comptables suivants:

- régime comptable actuel (LUX GAAP);
- régime comptable mixte (LUX GAAP avec recours à l'une ou l'autre disposition des normes IAS, voire à toutes les dispositions des normes IAS);
- régime comptable IAS (application du référentiel IAS directement par option).

5. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES ET DU CONSEIL D'ETAT

Les chambres professionnelles ainsi que le Conseil d'Etat marquent leur assentiment au projet de loi. Ainsi, à titre d'exemple, le Conseil d'Etat note que „*le texte du projet de loi qui, tout en respectant fidèlement l'obligation de transposer les textes communautaires, utilise les facultés d'adaptation laissées aux Etats membres, ainsi que les options permettant aux entreprises luxembourgeoises un aménagement volontaire et partiel en matière d'établissement de leurs comptes*“.

Pour la Chambre de Commerce, l'application de certaines options des normes comptables IAS aux contrats financiers des entreprises d'assurances pourrait soulever des problèmes de comparabilité, ceci malgré un second jeu de comptes conformes aux normes actuelles en vigueur au Luxembourg. Elle estime qu'il est difficile à l'heure actuelle d'envisager une application de ce référentiel, ce qui contribue à limiter considérablement la portée du projet de loi durant la période de transition courant jusqu'à l'exercice 2007. Par ailleurs, elle est demandeur de normes tenant compte des besoins spécifiques des utilisateurs des comptes annuels de sociétés de petite taille non cotées en bourse.

Selon la Chambre de Travail, une adoption générale des normes comptables anglo-saxonnes constitue une approche fondamentalement différente en matière de comptabilité, dans la mesure où l'on abandonne un plan comptable basé sur des fonctions économiques de l'entreprise au profit d'une vue principalement financière de celle-ci. La Chambre des Métiers, quant à elle, souligne la meilleure comparabilité des comptes des entreprises d'assurances à un niveau mondial ce qui facilitera la concurrence et la circulation des capitaux, d'une part, et garantira la protection des intérêts des clients, d'autre part.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi tel que proposé par le Gouvernement.

*

6. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

- de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
 - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
 - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger:
- de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Art. 1er.– *Modifications de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois et aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger*

La loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

est modifiée comme suit:

1. L'article 1er est modifié comme suit:

a) Le début du point 1 est modifié comme suit:

„1. Sans préjudice des dispositions de l'article 4 du règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, ci-après désigné par le règlement (CE) No 1606/2002, les articles 2 à 126, 129 à 132 s'appliquent:“

b) Il est ajouté un nouveau point 4 libellé comme suit:

„4. Les entreprises d'assurances peuvent déroger aux articles de la présente loi visés au point 1 pour établir leurs comptes annuels ou leurs comptes consolidés conformément aux normes comptables internationales adoptées dans le cadre de la procédure prévue à l'article 6, paragraphe 2 du règlement (CE) No 1606/2002.

Au cas où l'option visée à l'alinéa qui précède est exercée pour les comptes annuels, la même option doit être exercée pour les comptes consolidés établis par la même entreprise d'assurances.“

2. L'article 2 point 1 est complété d'un second alinéa libellé comme suit:

„Les entreprises d'assurances peuvent incorporer d'autres états financiers dans les comptes annuels, en sus des documents prévus au premier alinéa.“

3. L'article 4 est complété d'un point 5 libellé comme suit:

„5. La présentation des montants repris sous les postes du compte de profits et pertes et du bilan doit se référer à la substance de l'opération ou du contrat rapportés.“

4. L'article 59 est modifié comme suit:

a) Au point 1 c) le texte du second tiret est remplacé comme suit:

„- il doit être tenu compte de tous les risques qui ont pris naissance au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, même si ces risques ne sont connus qu'entre la date de clôture du bilan et la date à laquelle il est établi;“

b) A la suite du point 1 il est ajouté deux nouveaux points 2 et 3 libellés comme suit:

„2. Outre les montants enregistrés conformément au point 1 c) tiret 2 ci-dessus, les entreprises d'assurances peuvent prendre en considération tous les risques prévisibles et pertes éventuelles qui ont pris naissance au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, même si ces risques ou pertes ne sont connus qu'entre la date de clôture du bilan et la date à laquelle il est établi.

3. a) Par dérogation aux dispositions du point 1 c) du présent article, lorsqu'un instrument financier est évalué sur la base de sa juste valeur, toute variation de cette valeur est portée au compte de profits et pertes.

b) Toutefois, une telle variation est affectée directement à un compte de capitaux propres, dans une réserve de juste valeur, lorsque:

- l'instrument comptabilisé est un instrument de couverture dans le cadre d'un système de comptabilité de couverture qui permet de ne pas inscrire tout ou partie de la variation de valeur dans le compte de profits et pertes, ou que
- la variation de valeur reflète une différence de change enregistrée sur un instrument monétaire faisant partie de l'investissement net d'une société dans une entité étrangère.

c) Une variation de valeur d'un actif financier disponible à la vente, autre qu'un instrument financier dérivé, peut être directement portée au compte de capitaux propres, dans la réserve de juste valeur.

d) Lorsqu'un actif autre qu'un instrument financier est évalué sur la base de sa juste valeur, toute variation de cette valeur peut être portée au compte de profits et pertes ou être affectée directement à la réserve de juste valeur.

e) La réserve de juste valeur est révisée lorsque les montants qui y sont inscrits ne sont plus nécessaires pour l'application des alinéas b), c) et d) ci-dessus.“

c) Le point 2 actuel devient le point 4.

5. L'article 60 est modifié comme suit:

„**Art. 60.**– 1. Sans préjudice des points 2 et 3 ci-dessous:

- l'évaluation des instruments financiers et des postes d'actifs autres que les instruments financiers figurant dans les comptes annuels peut se faire selon les dispositions soit de la section 1, soit de la section 3 du présent chapitre.
- l'évaluation des autres postes figurant dans les comptes annuels se fait selon les dispositions de la section 1 du présent chapitre.

2. Sauf dérogations prévues par règlement grand-ducal, la même méthode d'évaluation est appliquée pour tous les actifs ou passifs inscrits à un poste ou sous-poste du schéma du bilan figurant à l'article 7.

3. En cas d'application des dispositions de la section 1 à l'ensemble des postes figurant dans les comptes annuels, les placements du poste D de l'actif sont évalués à leur valeur actuelle selon les dispositions de la section 2.

4. En cas d'application, même partielle, des dispositions de la section 3, les placements du poste D de l'actif sont évalués à leur juste valeur selon les dispositions de la section 3.“

6. Le point 1 c) de l'article 61 est remplacé comme suit:

„c) la réévaluation des immobilisations corporelles“

7. Il est inséré entre les articles 61 et 62 le libellé d'en-tête de section suivant:

„Section 1 – Règles d'évaluation basées sur le prix d'acquisition ou le coût de revient“

8. L'article 76 alinéa 1 est remplacé comme suit:

„Le montant des autres provisions du poste E du passif du bilan ne peut dépasser les besoins.“

9. Il est inséré entre les articles 77 et 78 le libellé d'en-tête de section suivant:

„Section 2 – Règles d'évaluation basées sur la valeur actuelle“

10. Il est inséré après l'article 79 une nouvelle section 3 ayant la teneur suivante:

„Section 3 – Règles d'évaluation basées sur la juste valeur

Art. 79-1.– Instruments financiers

Sont considérés comme instruments financiers aux fins de l'évaluation à la juste valeur:

- a) les actifs des postes C.II. à C.IV, D, F, G.II et H.I de l'actif et les passifs des postes B, F et G du passif, y compris les dérivés;
- b) les instruments financiers dérivés que constituent les contrats sur produits de base que chacune des parties est en droit de dénouer en numéraire ou au moyen d'un autre instrument financier, à l'exception de ceux qui:
 - ont été passés et sont maintenus pour satisfaire les besoins escomptés de l'entreprise en matière d'achat, de vente ou d'utilisation du produit de base;
 - ont été passés à cet effet dès le début, et
 - doivent être dénoués par la livraison du produit de base.

Art. 79-2.– Instruments financiers non évalués à la juste valeur

1. Les instruments financiers du passif ne peuvent être évalués à la juste valeur que s'ils sont:

- a) détenus en tant qu'éléments du portefeuille de négociation, ou
- b) des instruments financiers dérivés.

2. Ne peuvent pas être évalués à la juste valeur:

- a) les instruments financiers non dérivés conservés jusqu'à l'échéance;
- b) les prêts et les créances émis par l'entreprise et non détenus à des fins de négociations;
- c) les intérêts détenus dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, les instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, les contrats prévoyant une contrepartie éventuelle dans le cadre d'une opération de rapprochement entre sociétés, ni les autres instruments financiers présentant des spécificités telles que, conformément à ce qui est généralement admis, ils devraient être comptabilisés différemment des autres instruments financiers.

3. Tout élément d'actif ou de passif remplissant les conditions pour pouvoir être considéré comme un élément couvert dans le cadre d'un système de comptabilité de couverture à la juste valeur, ou toute partie précise d'un tel élément d'actif ou de passif, peut faire l'objet d'une évaluation au montant spécifique requis en vertu de ce système.

Art. 79-3.– Règles d'évaluation à la juste valeur

1. La juste valeur est déterminée par référence à:

- a) une valeur de marché, dans le cas des actifs ou passifs pour lesquels un marché fiable est aisément identifiable. Lorsqu'une valeur de marché ne peut être aisément identifiée pour un actif ou passif donné, mais qu'elle peut l'être pour les éléments qui le composent ou pour un actif ou passif similaire, la valeur de marché peut être calculée à partir de ses composantes ou de l'actif ou passif similaire, ou
- b) une valeur résultant de modèles et techniques d'évaluation généralement admis, dans le cas des actifs ou passifs pour lesquels un marché fiable ne peut être aisément identifié, à la condition que ces modèles et techniques d'évaluation garantissent une estimation raisonnable de la valeur de marché.

2. Dans la mesure où pour l'évaluation à la juste valeur d'un actif ou d'un passif il existe une norme comptable internationale adoptée dans le cadre de la procédure prévue à l'article 6, paragraphe 2 du règlement (CE) No 1606/2002, l'évaluation à la juste valeur doit être faite en conformité avec cette norme.

3. Les actifs ou passifs qui ne peuvent être mesurés de façon fiable par l'une des méthodes visées aux points 1 et 2 sont évalués conformément aux dispositions de la section 1 du présent chapitre.“

11. L'article 80 point 2 est modifié comme suit:

- „2. Pour les placements figurant au poste C de l'actif:
- a) si l'ensemble des placements est évalué suivant les dispositions de la section 1 du chapitre 7, leur valeur actuelle déterminée par application des dispositions de la section 2 du chapitre 7;
 - b) si tout ou partie des placements est évalué suivant les dispositions de la section 3 du chapitre 7:
 - leur juste valeur déterminée par application des dispositions de la section 3 du chapitre 7 pour les placements évalués à leur valeur d'acquisition;
 - leur valeur d'acquisition déterminée par application des dispositions de la section 1 du chapitre 7 pour les placements évalués à leur juste valeur;“

12. L'article 83 est modifié comme suit:

- a) Le point 1 est complété par la phrase suivante:

„L'annexe précise en outre pour chaque poste des placements la ou les méthodes d'évaluation appliquées ainsi que les montants obtenus.“
- b) Après le point 1 il est inséré un nouveau point 1-1 libellé comme suit:

„1-1. En cas d'utilisation de la méthode d'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers, l'annexe présente:

 - a) les principales hypothèses sous-tendant les modèles et techniques d'évaluation utilisés, dans les cas où la juste valeur a été déterminée conformément à l'article 79-3, point 1 b);
 - b) pour chaque catégorie d'instruments financiers, la juste valeur, les variations de valeur inscrites directement dans le compte de profits et pertes ainsi que les variations portées dans la réserve de juste valeur;
 - c) pour chaque catégorie d'actifs ou passifs dérivés, des indications sur le volume et la nature des instruments, et notamment les principales modalités et conditions susceptibles d'influer sur le montant, le calendrier et le caractère certain des flux de trésorerie futurs;
 - d) un tableau indiquant les mouvements enregistrés dans la réserve de juste valeur au cours de l'exercice financier.“
- c) au point 5 la référence aux articles 59 et 62 à 77 est remplacée par la référence aux dispositions du chapitre 7;
- d) les points 10 et 11 suivants sont ajoutés:

„10. En cas de non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers:

 - a) pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés:
 - i) la juste valeur des instruments, si cette valeur peut être déterminée grâce à l'une des méthodes prescrites à l'article 79-3 point 1;
 - ii) des indications sur le volume et la nature des instruments;
 - b) pour les immobilisations financières comptabilisées pour un montant supérieur à leur juste valeur et sans qu'il ait été fait usage de la possibilité d'en ajuster la valeur conformément à l'article 64 point 1 c) aa):
 - i) la valeur comptable et la juste valeur des actifs en question, pris isolément ou regroupés de manière adéquate;
 - ii) les raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite, et notamment la nature des éléments qui permettent de penser que la valeur comptable sera récupérée.

11. Séparément, le total des honoraires versés pendant l'exercice au contrôleur légal ou au cabinet d'audit pour le contrôle légal des comptes annuels, le total des honoraires versés pour les autres services de certification, le total des honoraires versés pour les services de conseil fiscal et le total des honoraires versés pour les autres services.“

13. L'article 85 est modifié comme suit:

- a) le point 1 est remplacé par le texte suivant:

- „1. a) Le rapport de gestion doit contenir au moins un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'entreprise d'assurances, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Cet exposé consiste en une analyse équilibrée et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation de l'entreprise d'assurances, en rapport avec le volume et la complexité de ces affaires.

- b) Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des résultats ou de la situation de l'entreprise, l'analyse comporte des indicateurs clés de performance de nature tant financière que le cas échéant non financière ayant trait à l'activité spécifique de l'entreprise, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel.

- c) En donnant son analyse, le rapport de gestion contient le cas échéant des renvois aux montants indiqués dans les comptes annuels et des explications supplémentaires y afférentes.“

- b) au point 2 les lettres e) et f) suivantes sont ajoutées:

„e) l'existence des succursales de l'entreprise d'assurances;

- f) en ce qui concerne l'utilisation des instruments financiers par l'entreprise et lorsque cela est pertinent pour l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes ou profits:

- les objectifs et la politique de l'entreprise d'assurances en matière de gestion des risques financiers, y compris sa politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions prévues pour lesquelles il est fait usage de la comptabilité de couverture, et
- l'exposition de l'entreprise au risque de prix, au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de trésorerie.“

14. L'article 86 est remplacé par les dispositions suivantes:

„1. Les comptes annuels des entreprises d'assurances doivent être contrôlés par le ou les réviseurs d'entreprises visés aux articles 35 points 2 et 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 relative au secteur des assurances.

Le ou les réviseurs chargés du contrôle des comptes doivent donner aussi un avis concernant le point de savoir si le rapport de gestion concorde ou non avec les comptes annuels pour le même exercice.

2. Le rapport des réviseurs comprend les éléments suivants:

- a) une introduction, qui contient au moins l'identification des comptes annuels qui font l'objet du contrôle légal, ainsi que le cadre de présentation qui a été appliqué lors de leur établissement;
- b) une description de l'étendue du contrôle légal, qui contient au moins l'indication des normes selon lesquelles le contrôle légal a été effectué;
- c) une attestation qui exprime clairement les conclusions des réviseurs des comptes quant à la fidélité de l'image donnée par les comptes annuels et quant à la conformité de ces comptes avec le cadre de présentation retenu et quant au respect des exigences légales applicables. Elle peut prendre la forme d'une attestation sans réserve, d'une attestation nuancée par des réserves, d'une attestation négative, ou, si les réviseurs sont dans l'incapacité de délivrer une attestation, d'une déclaration indiquant l'impossibilité de délivrer une attestation;
- d) une référence à quelque question que ce soit sur laquelle les réviseurs des comptes attirent spécialement l'attention sans pour autant inclure une réserve dans l'attestation;
- e) une opinion indiquant si le rapport de gestion concorde ou non avec les comptes annuels pour le même exercice.

3. Le rapport est signé et daté par les réviseurs.“

15. L'article 87 est modifié comme suit:

- a) Le point 1 est remplacé par le texte suivant:

„1. Les comptes annuels des entreprises d'assurances régulièrement approuvés et le rapport de gestion, ainsi que le rapport établi par le ou les réviseurs d'entreprises chargés du contrôle des

comptes doivent être déposés dans le mois de l'approbation, et au plus tard sept mois après la clôture de l'exercice social, conformément à l'article 79 paragraphe (1) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.“

b) Le point 3 suivant est ajouté:

„3. Les comptes annuels peuvent, en plus de la publicité dans la monnaie ou dans l'unité de compte dans laquelle ils sont établis, être publiés en euros, en utilisant le taux de conversion à la date de clôture du bilan. Ce taux est indiqué dans l'annexe.“

16. A l'article 88, la troisième phrase est supprimée.

17. A l'article 89, la troisième phrase est remplacée par le texte suivant:

„Le rapport du ou des réviseurs d'entreprises chargés de contrôler les comptes ne doit pas accompagner cette publication, mais il doit être précisé si une attestation sans réserve, une attestation nuancée par des réserves ou une attestation négative a été émise, ou si les réviseurs se sont trouvés dans l'incapacité d'émettre une attestation. Il doit être, en outre, précisé s'il y est fait référence à quelque question que ce soit sur laquelle les réviseurs ont attiré spécialement l'attention sans pour autant inclure une réserve dans l'attestation.“

18. A l'article 92, le point 1 d) est modifié comme suit:

„d. aa) peut exercer ou exerce effectivement sur une autre entreprise une influence dominante ou un contrôle,

ou

bb) elle-même et une autre entreprise se trouvent placées sous une direction unique.“

19. A l'article 94, point 1, la référence aux articles 98 et 99 est remplacée par une référence à l'article 98.

20. L'article 95 est modifié comme suit:

a) Au point 2 a), la référence aux articles 98 et 99 est remplacée par une référence à l'article 98;

b) Il est ajouté un point 3 libellé comme suit:

„3. Le présent article ne s'applique pas aux entreprises d'assurances dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 14, de la directive 2004/39/CE.“

21. A l'article 97, point 1 a), la référence aux articles 98 et 99 est remplacée par une référence à l'article 98.

22. L'article 99 actuel est supprimé et remplacé par le texte suivant:

„Les dispositions de la présente partie s'appliquent aux entreprises mères dont l'objet unique ou essentiel est la prise de participations dans des entreprises filiales ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations, lorsque ces entreprises filiales sont exclusivement ou principalement des entreprises d'assurances, dans la mesure où ces entreprises mères ne sont pas exemptées de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion en application de l'article 312 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.“

23. L'article 100 point 1 est complété d'un second alinéa libellé comme suit:

„Les entreprises d'assurances peuvent incorporer d'autres états financiers dans les comptes consolidés, en sus des documents prévus au premier alinéa.“

24. A l'article 113 point 1 la référence aux articles 59 à 79 est remplacée par une référence aux dispositions du chapitre 7.

25. A l'article 117 point 1, l'alinéa 2 est supprimé.

26. L'article 121 est modifié comme suit:

a) le point 2 b) est remplacé par le texte suivant:

„Les mêmes indications doivent être données sur les entreprises laissées en dehors de la consolidation au titre de l'article 98 ainsi que la motivation de l'exclusion de ces entreprises.“

b) au point 5, le membre de phrase „et celles laissées en dehors au titre de l'article 99“ est supprimé;

c) au point 8 la référence aux articles 59 et 62 à 77 est remplacée par la référence aux dispositions du chapitre 7;

d) les points 12 à 14 suivants sont ajoutés:

„12. En cas d'utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers:

a) les principales hypothèses sous-tendant les modèles et techniques d'évaluation utilisés, dans les cas où la juste valeur a été déterminée conformément à l'article 79-3, point 1 b) de la présente loi;

b) pour chaque catégorie d'instruments financiers, la juste valeur, les variations de valeur inscrites directement dans le compte de profits et pertes ainsi que les variations portées dans la réserve de juste valeur;

c) pour chaque catégorie d'actifs ou passifs dérivés, des indications sur le volume et la nature des instruments, et notamment les principales modalités et conditions susceptibles d'influer sur le montant, le calendrier et le caractère certain des flux de trésorerie futurs;

d) un tableau indiquant les mouvements enregistrés dans la réserve de juste valeur au cours de l'exercice financier.

13. En cas de non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers:

a) pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés:

i) la juste valeur des instruments, si cette valeur peut être déterminée grâce à l'une des méthodes prescrites à l'article 79-3, point 1 de la présente loi;

ii) les indications sur le volume et la nature des instruments;

b) pour les immobilisations financières comptabilisées pour un montant supérieur à leur juste valeur et sans qu'il ait été fait usage de la possibilité d'en ajuster la valeur conformément à l'article 64, point 1 c) aa) de la présente loi:

i) la valeur comptable et la juste valeur des actifs en question, pris isolément ou regroupé de manière adéquate;

ii) les raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite, et notamment la nature des éléments qui permettent de penser que la valeur comptable sera récupérée.

14. Séparément, le total des honoraires versés pendant l'exercice au contrôleur légal ou au cabinet d'audit pour le contrôle légal des comptes consolidés, le total des honoraires versés pour les autres services de certification, le total des honoraires versés pour les services de conseil fiscal et le total des honoraires versés pour les autres services.“

27. L'article 124 est modifié comme suit:

a) Le point 1 est remplacé par le texte suivant:

„1. a) Le rapport consolidé de gestion contient au moins un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Cet exposé consiste en une analyse équilibrée et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, en rapport avec le volume et la complexité de ces affaires.

b) Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des résultats ou de la situation des entreprises, l'analyse comporte des indicateurs clés de performance de

nature tant financière que, le cas échéant, non financière ayant trait à l'activité spécifique des entreprises, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel.

- c) En donnant son analyse, le rapport consolidé de gestion contient, le cas échéant, des renvois aux montants indiqués dans les comptes consolidés et des explications supplémentaires y afférentes.“

b) Au point 2, la lettre e) suivante est ajoutée:

„e) en ce qui concerne l'utilisation des instruments financiers par l'entreprise et lorsque cela est pertinent pour l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes ou profits:

- les objectifs et la politique de l'entreprise en matière de gestion des risques financiers, y compris sa politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions prévues pour lesquelles il est fait usage de la comptabilité de couverture, et
- l'exposition de l'entreprise au risque de prix, au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de trésorerie.“

c) Il est ajouté un nouveau point 3 libellé comme suit:

„3. Le rapport consolidé de gestion et le rapport de gestion peuvent être présentés sous la forme d'un rapport unique. Il peut être approprié, dans l'élaboration de ce rapport unique, de mettre l'accent sur les aspects revêtant de l'importance pour l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.“

28. L'article 125 est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 125.**– 1. Les comptes consolidés des entreprises doivent être contrôlés par le ou les réviseurs d'entreprises auxquels a été confié le contrôle des documents comptables annuels en vertu des articles 35 point 2 et 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 relative au secteur des assurances.

Le ou les réviseurs chargés du contrôle des comptes consolidés donnent aussi un avis concernant le point de savoir si le rapport de gestion consolidé concorde ou non avec les comptes consolidés pour le même exercice.

2. Le rapport des réviseurs comprend les éléments suivants:

- a) une introduction, qui contient au moins l'identification des comptes consolidés qui font l'objet du contrôle légal, ainsi que le cadre de présentation qui a été appliqué lors de leur élaboration;
- b) une description de l'étendue du contrôle légal, qui contient au moins l'indication des normes selon lesquelles le contrôle légal a été effectué;
- c) une attestation, qui exprime clairement les conclusions des réviseurs quant à la fidélité de l'image donnée par les comptes consolidés, quant à la conformité de ces comptes avec le cadre de présentation retenu et, le cas échéant, quant au respect des exigences légales applicables; l'attestation peut prendre la forme d'une attestation sans réserve, d'une attestation nuancée par des réserves, d'une attestation négative, ou, si les réviseurs sont dans l'incapacité de délivrer une attestation, d'une abstention;
- d) une référence à quelque question que ce soit sur laquelle les réviseurs attirent spécialement l'attention sans pour autant inclure une réserve dans l'attestation;
- e) une attestation indiquant si le rapport de gestion consolidé concorde ou non avec les comptes consolidés pour le même exercice.

3. Le rapport est signé et daté par les réviseurs.

4. Dans le cas où les comptes annuels de l'entreprise mère sont joints aux comptes consolidés, le rapport des réviseurs requis par le présent article peut être combiné avec le rapport des réviseurs sur les comptes annuels de l'entreprise mère requis par l'article 86 de la présente loi.“

29. L'article 126 est modifié comme suit:

a) Le point 1 est remplacé par le texte suivant:

„1. Les comptes consolidés des entreprises d'assurances régulièrement approuvés et le rapport de gestion, ainsi que le rapport établi par le ou les réviseurs d'entreprises chargés du contrôle légal

des comptes font l'objet de la part de l'entreprise d'assurances qui a établi les comptes consolidés d'une publicité, conformément à l'article 341, paragraphes (1) et (2), de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales."

b) Les points 4 et 5 suivants sont ajoutés:

„4. Le point 2 ne s'applique pas aux entreprises dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 14, de la directive 2004/39/CE.

5. Les comptes consolidés peuvent, en plus de la publicité dans la monnaie ou dans l'unité de compte dans laquelle ils sont établis, être publiés en euros, en utilisant le taux de conversion à la date de clôture du bilan consolidé. Ce taux est indiqué dans l'annexe."

Art. 2.– Modifications de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

La loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances est modifiée comme suit:

1. L'article 35 est complété par un nouveau point 3 libellé comme suit:

„3. Sans préjudice des règles utilisées pour l'établissement des comptes publiés, les entreprises luxembourgeoises et les succursales d'entreprises de pays tiers doivent établir à des fins prudentielles des comptes annuels en conformité avec les règles de présentation de la loi sur les comptes annuels et les règles d'évaluation de la section 1 du chapitre 7 et de l'article 60 point 3 de cette loi.

Les comptes annuels établis suivant les principes de l'alinéa précédent doivent comprendre les éléments visés à l'article 2 de la loi sur les comptes annuels et faire l'objet d'un rapport de révision conformément au point 2 ci-dessus."

2. L'article 100 est complété par un nouveau point 5 libellé comme suit:

„4. Sans préjudice des règles utilisées pour l'établissement des comptes publiés, les entreprises de réassurances doivent établir à des fins prudentielles des comptes annuels en conformité avec les règles de présentation de la loi sur les comptes annuels et les règles d'évaluation de la section 1 du chapitre 7 et de l'article 60 point 3 de cette loi.

Les comptes annuels établis suivant les principes de l'alinéa précédent doivent comprendre les éléments visés à l'article 2 de la loi sur les comptes annuels et faire l'objet d'un rapport de révision conformément au point 2 ci-dessus."

Art. 3.– Dispositions transitoires

Les entreprises d'assurances:

- a) dont seules les obligations sont admises sur un marché réglementé d'un Etat membre au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 14, de la directive 2004/39/CE, ou
- b) dont les titres sont admis à la vente directe au public dans un pays tiers et qui utilisent à cet effet des normes acceptées sur le plan international depuis un exercice ayant commencé avant le 11 septembre 2002

ne sont tenues aux exigences découlant de l'article 4 du règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales que pour les exercices commençant le 1er janvier 2007 ou après cette date.

Art. 4.– Entrée en vigueur

La présente loi est applicable pour chaque exercice commençant le 1er janvier 2005 ou après cette date.

Luxembourg, le 7.3.2006

Le Rapporteur,
Lucien THIEL

Le Président,
Laurent MOSAR

